

DEPARTEMENT DE L' AISNE

LESCHELLE

# DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Maître d'ouvrage	LESCHELLE
Maître d'œuvre	Commune de LESCHELLE
Objet du marché	Aménagement de la Place du village
Opération n°	2025-001

Marché passé en procédure adaptée  
en application des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique

## 1- OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

### 1-1. Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier a pour objet :

« Aménagement de la Place du village » à LESCHELLE.

### 1-2. Prescriptions techniques

Elles sont définies dans le BPU et les éventuels plans et notices annexés.

### 1-3. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

### 1-4. Dispositions générales

#### 1-4.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 46.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

**En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité et pour les travailleurs hors Union Européenne, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.**

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

#### 1-4.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié,

sa date d'embauche, sa nationalité et pour les travailleurs hors Union Européenne, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

#### Clause complémentaire relative aux travailleurs détachés :

Le titulaire s'engage à :

- Signaler à la Commune tout travailleur détaché
- Respecter le droit du travail français

En application de l'article L1264-4-1 du Code du travail, avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, le titulaire remettra au Département, sans qu'elle lui en fasse la demande expresse, les deux documents suivants :

- copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,
- copie du document désignant son représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents pendant la durée de la prestation.

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui remettre les pièces indiquées ci-dessus.

### **1-4.3.Assurances**

#### a- Responsabilité

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-2 du Code Civil.

#### b- Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux

Les titulaires et, leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation au 9.2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations

de leurs sous-traitants, répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

## 2- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

### 2-1. Pièces contractuelles

- l'Acte d'Engagement (AE)
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes éventuelles
- le Bordereau des prix
- le Détail estimatif

### 2-2. Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux), approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCTG Travaux).

## 3- PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

### 3-1. Tranches optionnelles

Sans objet.

### 3-2. Contenu des prix

#### 3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis de la manière suivante :

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

#### 3-2.2. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le règlement des sommes dues au titulaire du marché fera l'objet de facturations mensuelles à l'avancement du marché sous forme d'acomptes et d'un solde.

L'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 définit le calendrier de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination, des collectivités territoriales, à savoir :

- depuis le 1er janvier 2017 : obligation pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et les personnes publiques ;
- 1er janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) ;
- 1er janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) ;
- 1er janvier 2020 : obligation pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

**A ce titre, les sociétés produiront et déposeront le projet de décompte mensuel indiquant les prestations effectuées sur le portail Chorus Pro.**

Après réception et acceptation du projet de décompte mensuel par la maîtrise d'œuvre, le projet devient alors le décompte mensuel. Le maître d'œuvre établira et déposera un état d'acompte mensuel sur le portail Chorus Pro qui sera alors réceptionné par l'acheteur.

A l'achèvement de sa prestation, les sociétés adresseront au maître d'œuvre une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final sur le portail Chorus Pro.

Après réception et acceptation du projet de décompte final par la maîtrise d'œuvre, le projet devient alors le décompte final. Le maître d'œuvre établira et déposera un projet de décompte définitif comprenant le décompte final, l'état de solde et la récapitulation des acomptes mensuels et du solde qui sera alors transmis au maître d'ouvrage sur le portail Chorus Pro.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

En application des articles R.2192-31 à 2192-36 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le dépassement du délai de paiement ouvrira de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le(s) sous-traitant(s), le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est le taux de la B.C.E. à la date à laquelle ils ont commencé à courir, augmenté de 8 points. Sera également versée, une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1er jour de retard.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte ou de la facture par le maître d'œuvre.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif ou de la facture par le maître de l'ouvrage.

### 3-2.3.Approvisionnements

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

### 3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### 3-3.1.Mode de variation des prix

Les prix sont fermes actualisables suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

#### 3-3.2.Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres indiquée en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

#### 3-3.3.Choix de l'index de référence

L'index de référence  $I$  choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prestations faisant l'objet du marché est :

TP08 : Travaux d'aménagement et entretien de voirie

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP ;

Les primes, pénalités, retenues et indemnités sont actualisées avec l'index de référence du marché.

#### 3-3.4.Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

Le coefficient d'actualisation  $C_n$  applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule ci-après, sous réserve que la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché soit postérieure de plus de 3 mois au mois d'établissement des prix :  $C_n = I_{d-3} / I_0$

avec  $I_0$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix ;

$I_{d-3}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché moins 3 mois.

Pour la mise en œuvre de cette formule et par dérogation à l'article 11.4 du CCAG, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Pour l'application de l'article 20 du CCAG, les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

### **3-4. Modalités de paiement**

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte la demande de paiement de chaque sous-traitant concerné revêtue de son acceptation ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

De plus, dans le cas de groupement, cette demande de paiement doit être visée par le mandataire du groupement.

## **4- DELAIS - PENALITES POUR RETARD**

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

### **4-1. Délai d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG travaux, la période de préparation n'est pas comprise dans le délai d'exécution.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution**

Les stipulations du CCAG travaux sont seules applicables.

### **4-3. Délai de la période de préparation**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, le délai de la période de préparation est fixé à 2 semaines.

### **4-4. Pénalités pour retard d'exécution**

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Par dérogation à l'article 20.1 du C.C.A.G., en cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire du marché encourt, une pénalité journalière fixée à 100,00 €.

### **4-5. Autres pénalités**

Les dispositions des articles 20.1.1 et 20.1.2 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

## 4-5.1.Document fourni après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €.

## 4-5.2.Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues dans la période de préparation, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €.

## 4-5.3.Réunion

Les comptes rendus de réunion valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de réunion sont fixés par le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage.

En cas d'absence à la réunion, le titulaire encourt une pénalité fixée à 100,00 €.

## 4-5.4.Autres pénalités diverses

En cas de non-respect de la réglementation en matière de signalisation temporaire ou lorsqu'il est constaté par le maître d'œuvre ou son représentant que la signalisation est incomplète ou mal entretenue :

- le ou les prix correspondants à la signalisation du chantier ne seront pas payés
- l'entrepreneur subit en outre une pénalité de 100,00 € HT par jour de défaut constaté.

Ces dispositions sont applicables pour la défaillance d'un seul signal ou dispositif de signalisation et appliquées autant de fois que de jours où la défaillance est constatée.

De plus, en cas d'urgence ou de défaillance de l'entrepreneur, le maître d'œuvre pourra, en vertu de l'article 31.4.4 du CCAG, prendre toutes les mesures de sécurité. Le montant de ces frais engagés par le maître d'œuvre sera déduit du montant des travaux par application d'une pénalité correspondant au coût des prestations réalisées pour combler la défaillance de signalisation.

En cas de non-conformité des fournitures de matériaux avec les prescriptions, il est réalisé, suivant le choix du maître d'œuvre :

- une réfaction de 50% des prix de fournitures.

## 5- AVANCES

Le délai d'exécution n'étant pas supérieur à deux mois, il n'est pas prévu d'avance.

## 6- PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au pouvoir adjudicateur des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au pouvoir adjudicateur les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

## 7- CLAUSES DIVERSES

### 7-1 .Gestion des déchets

Le candidat devra remettre pendant la période de préparation, une notice retraçant le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'élimination des Déchets de Chantier (SOSED). Cette notice comprendra :

- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

## **7-2. Augmentation du montant des travaux**

Par dérogation à l'article 15.4 du CCAG, le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre, dans un délai égal à la moitié du délai d'exécution des travaux, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

## **8- RESILIATION**

Par dérogation à l'article 46.3.1c du C.C.A.G. , si les travaux ne sont pas réalisés après expiration du délai contractuel, le Représentant du pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché de plein droit, cette résiliation ne donnant droit à aucune rémunération ni indemnisation.

## **9- DEROGATIONS**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **CCAG :**

- |             |                     |                                  |
|-------------|---------------------|----------------------------------|
| • AE 3.1    | déroge à l'article  | 28.1 du CCAG TRAVAUX             |
| • CCP 2     | déroge à l'article  | 4.1 du CCAG TRAVAUX              |
| • CCP 3.3.4 | déroge à l'article  | 11.4 du CCAG TRAVAUX             |
| • CCP 3.3.5 | déroge à l'article  | 11.4 du CCAG TRAVAUX             |
| • CCP 4     | déroge à l'article  | 20.4 du CCAG TRAVAUX             |
| • CCP 4.1   | déroge à l'article  | 19.1.1 du CCAG TRAVAUX           |
| • CCP 4.3   | déroge à l'article  | 28.1 du CCAG TRAVAUX             |
| • CCP 4.4   | déroge aux articles | 20.1.1 et 20.1.2 du CCAG TRAVAUX |
| • CCP 4.4.4 | déroge à l'article  | 31.4.4 du CCAG TRAVAUX           |
| • CCP 7.2   | déroge à l'article  | 15.4 du CCAG TRAVAUX             |
| • CCP 8     | déroge à l'article  | 46.3.1c du CCAG TRAVAUX          |